

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 03 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **03 avril à 18 heures 00**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 28 mars 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Étaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX (à partir de 18h15), TRIOLET, MIRGODIN, ERRE.

Absents excusés : Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, MUNSTER, M. EL GHALLOUSSI.

Absents : M. DUCHÊNE, Mme GOLLÈS.

6 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN.

Secrétaire de séance : Madame Alexandra JACQUEMOT.

- N°15 -

ADMINISTRATION GÉNÉRALE MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PRISE DE COMPÉTENCE « CONTRIBUTION À LA GESTION ET À LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU »

Rapporteur : Monsieur le Maire

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER (CCVCD) est compétente en matière d'eau et d'assainissement sur son territoire. En tant que Personne Responsable de la Production et Distribution de l'Eau (P.R.P.D.E.), la CCVCD a pour mission de protéger de manière durable la ressource en eau, afin de fournir une eau de qualité à sa population.

La compétence « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » s'applique de facto aux captages dits "prioritaires", ceux présentant des problématiques de qualité de l'eau, parmi lesquels on retrouve : les captages de Blacy « village », Corbeil-Bréban, Chapelaine, Courdemanges, Huiron, Humbauville, Les Rivières Henrue, Margerie-Hancourt, Sompuis, Somsois et Songy.

Face aux enjeux du changement climatique et aux évolutions attendues de la qualité de l'eau, il apparaît cohérent d'élargir cette compétence à l'ensemble des captages.

Cependant, cette compétence « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » n'apparaissant pas formellement dans les statuts en vigueur de la CCVCD, il est apparu nécessaire de procéder à leur modification.

Aussi, après délibération du Conseil de communauté, un vote conforme de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres est nécessaire. La modification est ensuite officialisée par un arrêté préfectoral.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39, L.2334-42 et articles R. 2334-19 à R.2334-35,

Vu la délibération n°6 du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER en date du 06 février 2025,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER présentée ci-dessus ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à notifier cette délibération à la Communauté de commune Vitry, Champagne et Der ;

3°/ donner pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de cette délibération.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

La secrétaire de séance,
Alexandra JACQUEMOT



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le
et de la publication le
ou de la notification du

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.